

SEMINAIRE INTERNATIONAL ET ASSEMBLEE GENERALE DU RESEAU INTERNATIONAL FAR

« Rôle et place de la Stratégie Nationale de Formation
Agricole et Rurale (SNFAR) dans la rénovation des dispositifs
de formation agricole et rurale »

TEMOIGNAGE DU CAMEROUN

Par
TAKAMGANG Martial Franck

Responsable de la composante 2

Programme PCP-AFOP





PLAN DE LA PRESENTATION

1. Rappel du processus de rénovation
2. Résultats de la rénovation
3. Perspectives: **Consolidation et pérennisation du dispositif rénové dans le cadre d'une SNFAR**
4. Défis de la SNFAR
5. Niveau de mise en œuvre du processus SNFAR



1998: Diagnostic du dispositif FAR

- ✓ Offre de formation inadaptée
- ✓ Cadre réglementaire obsolète
- ✓ Faible flux de formation
- ✓ Infrastructures/équipement désuets
- ✓ Formateur non recyclés
- ✓ Structures privés ignorés
- ✓ Etc.

Projet de déclaration de politique FAR

2005: Diagnostic du secteur rural

- ✓ Vieillesse de main d'œuvre
- ✓ Exode rural et chômage
- ✓ Faible qualification des acteurs
- ✓ Faible attractivité des métiers agropastoraux
- ✓ Etc.

Elaboration SDRS

NECESSITE DE RENOVER LE DISPOSITIF FAR



1. RAPPEL DU PROCESSUS DE RENOVATION

1.1 PROBLEMATIQUE DE DEPART





1. RAPPEL DU PROCESSUS DE RENOVATION

1.2 INSTRUMENT DE LA RENOVATION ET MODE OPERATOIRE

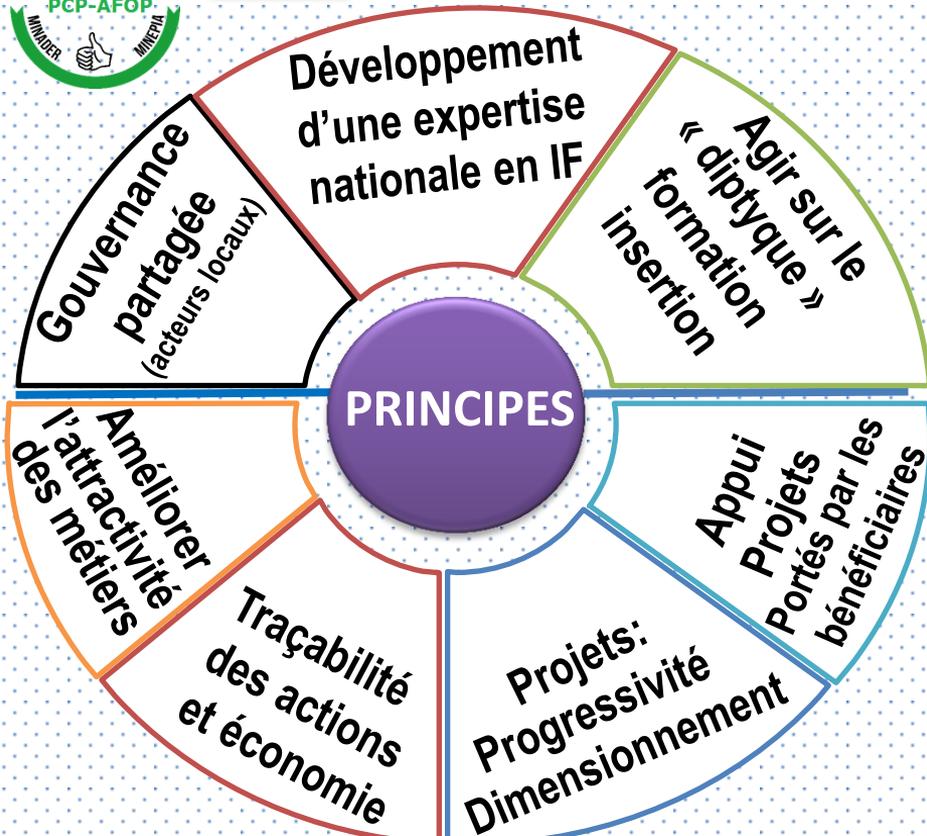
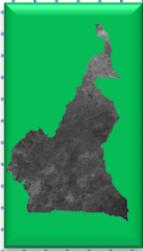
L'ETAT SAISIT L'OPPORTUNITE DU C2D POUR METTRE EN PLACE:

Le Programme d'Appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture de l'élevage et de la pêche (AFOP)

- Mode d'intervention (en Appui)
- Nature des activités (rénovation et développement)
- Nature de la formation (formation professionnelle)
- Secteur concerné (agriculture, élevage et pêche)

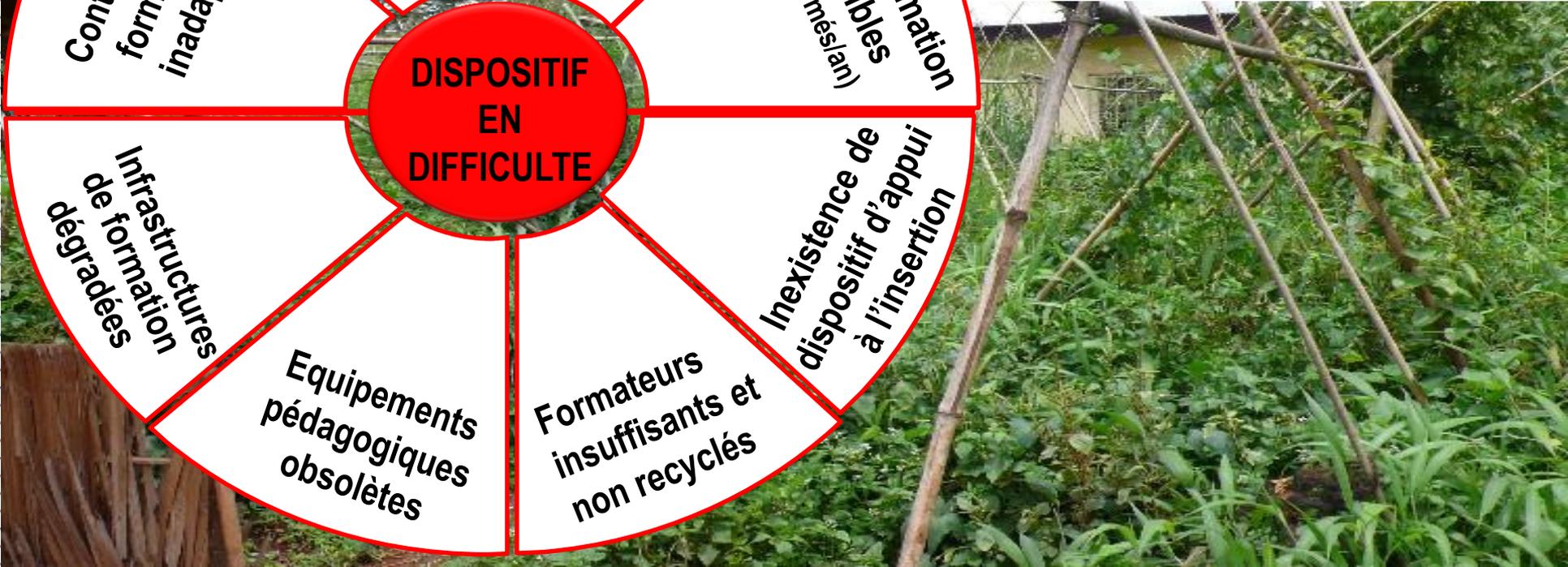
1. RAPPEL DU PROCESSUS DE RENOVATION

1.3 PRINCIPES D' ACTION DE LA RENOVATION: LOGIQUE PROCESSUS ET INCLUSIF



1. RAPPEL DU PROCESSUS DE RENOVATION

1.4 ETAT DES LIEUX DU DISPOSITIF



1. RAPPEL DU PROCESSUS DE RENOVATION

1.5 AXES DE LA RENOVATION



Elaboration d'un nouveau cadre réglementaire

Elaboration de nouveaux contenus

Rénovation pédagogique

Amélioration de la gouvernance

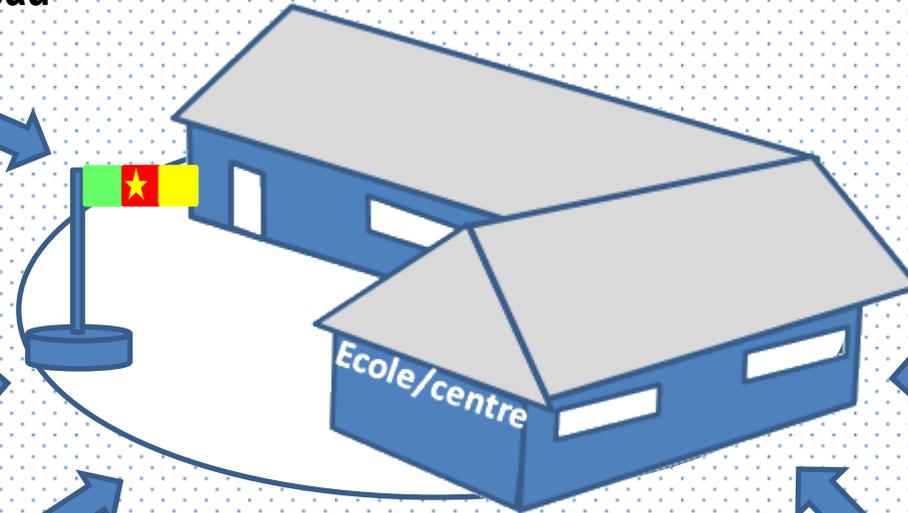
Recrutement et affectation des formateurs

Formation des acteurs

Acquisition matériels et équipement

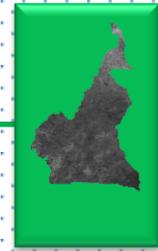
Construction/Réhabilitation

Accompagnement à l'insertion des jeunes formés



2. RESULTATS

2.1 DEVELOPPEMENT DU CADRE REGLEMENTAIRE

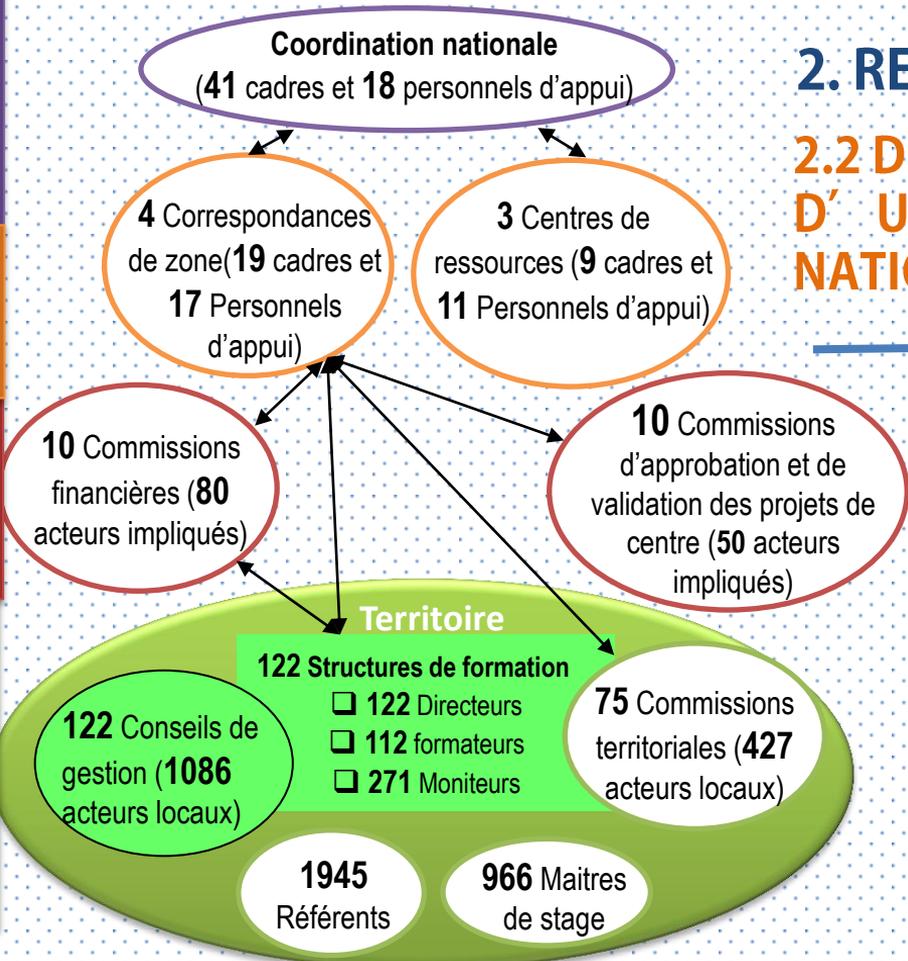
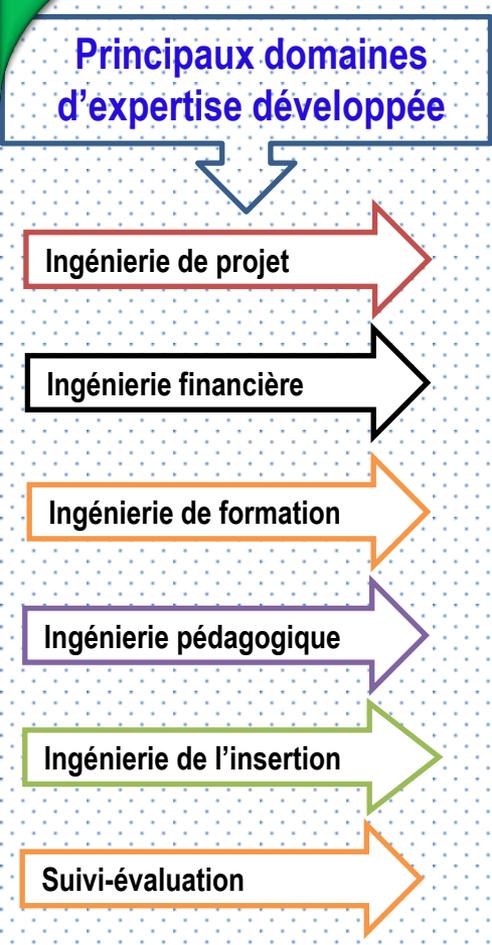


□ **Elaboration des textes réglementaires et expérimentaux permettant la mise en œuvre de la rénovation**

- ✓ Décisions définissant le dispositif expérimental à mettre en place dans les centres, écoles et centres de ressources;
- ✓ Décisions définissant le cadre de collaboration avec les structures de formations privées et communales;
- ✓ Décisions définissant la mission expérimentale d'inspection;
- ✓ Décision définissant le dispositif d'appui à l'insertion des jeunes formés porteurs de projet.

2. RESULTATS:

2.2 DEVELOPPEMENT D'UNE EXPERTISE NATIONALE





2. RESULTATS

2.3 ELABORATION DE NOUVEAUX CONTENUS DE FORMATION

REPONSE A LA DEMANDE SOCIALE, ECONOMIQUE ET POLITIQUE

Métiers de conseil

TSGEC
TIEGE

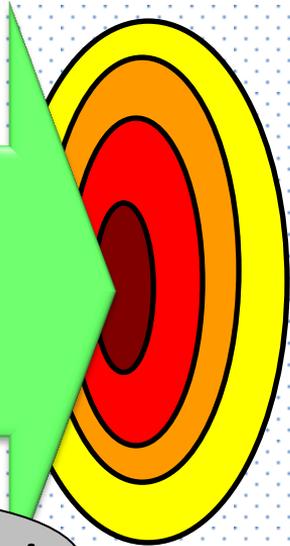
1. Conseiller Agropastoral
2. Conseiller insertion

Métiers d'appui aux entrepreneurs

TA,
TE,
TSGE

Métiers d'entrepreneurs

1. Exploitant Agricole
2. Maitre Pêcheur
3. Entrepreneur Agropastoral



Emplois salariés auprès: Etat, Communes, ONG, Coopératives, promoteurs de centre

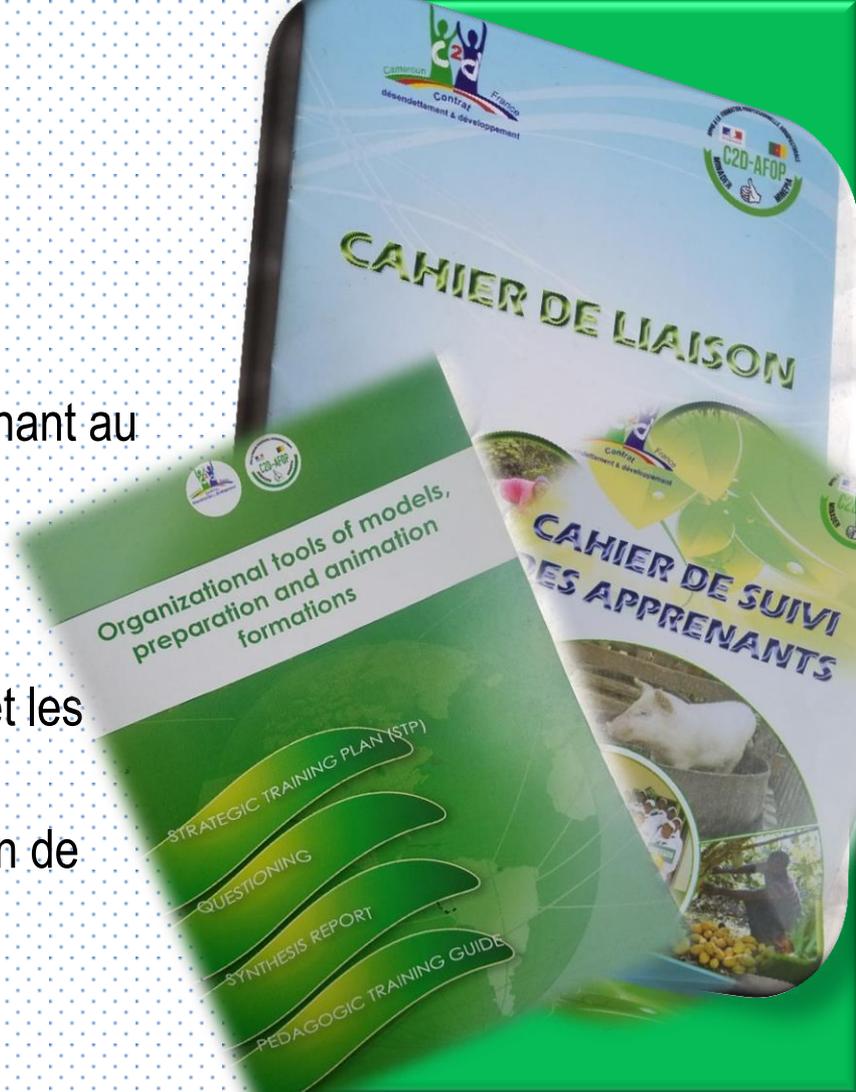
Auto-emploi



2. RESULTATS

2.4 RENOVATION PEDAGOGIQUE

- Modalités pédagogiques actives mettant l'apprenant au centre de l'action de formation
- Formation par alternance dans les centres agropastoraux
- Formation avec mise en stage dans les écoles et les centres de pêche
- Accompagnement des apprenants à l'élaboration de leur projet d'insertion professionnelle





2. RESULTATS

2.5 CONSTRUCTION/REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS DES STRUCTURES DE FORMATION

- Construction de 33 salles de classe, 22 dortoirs
- Réhabilitation de 91 bâtiments pédagogiques
- Acquisition de 37 véhicules et 275 motos
- Fourniture du matériel informatique et didactique dans toutes les structures de formation rénovées



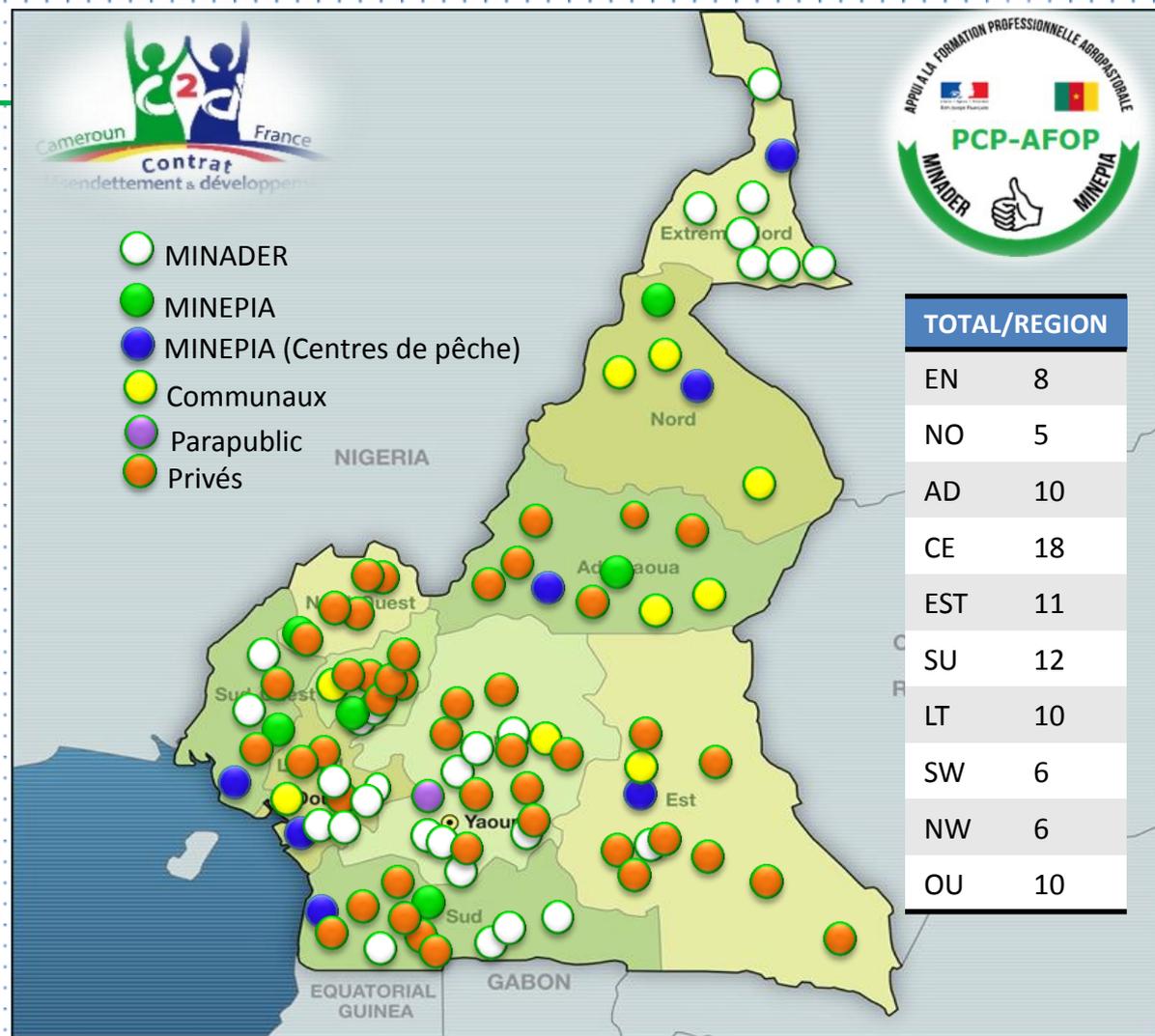
2. RESULTATS

2.6 AMELIORATION DE LA COUVERTURE GEOGRAPHIQUE DES CENTRES

TOTAL CENTRES RÉNOVÉS

96

Catégories	Phase 1	Phase 2	Total
Publics MINADER	12	16	28
Publics MINEPIA	7	6	13
Privés	22	23	45
Communaux/parapublics	1	9	10
Total	42	54	96



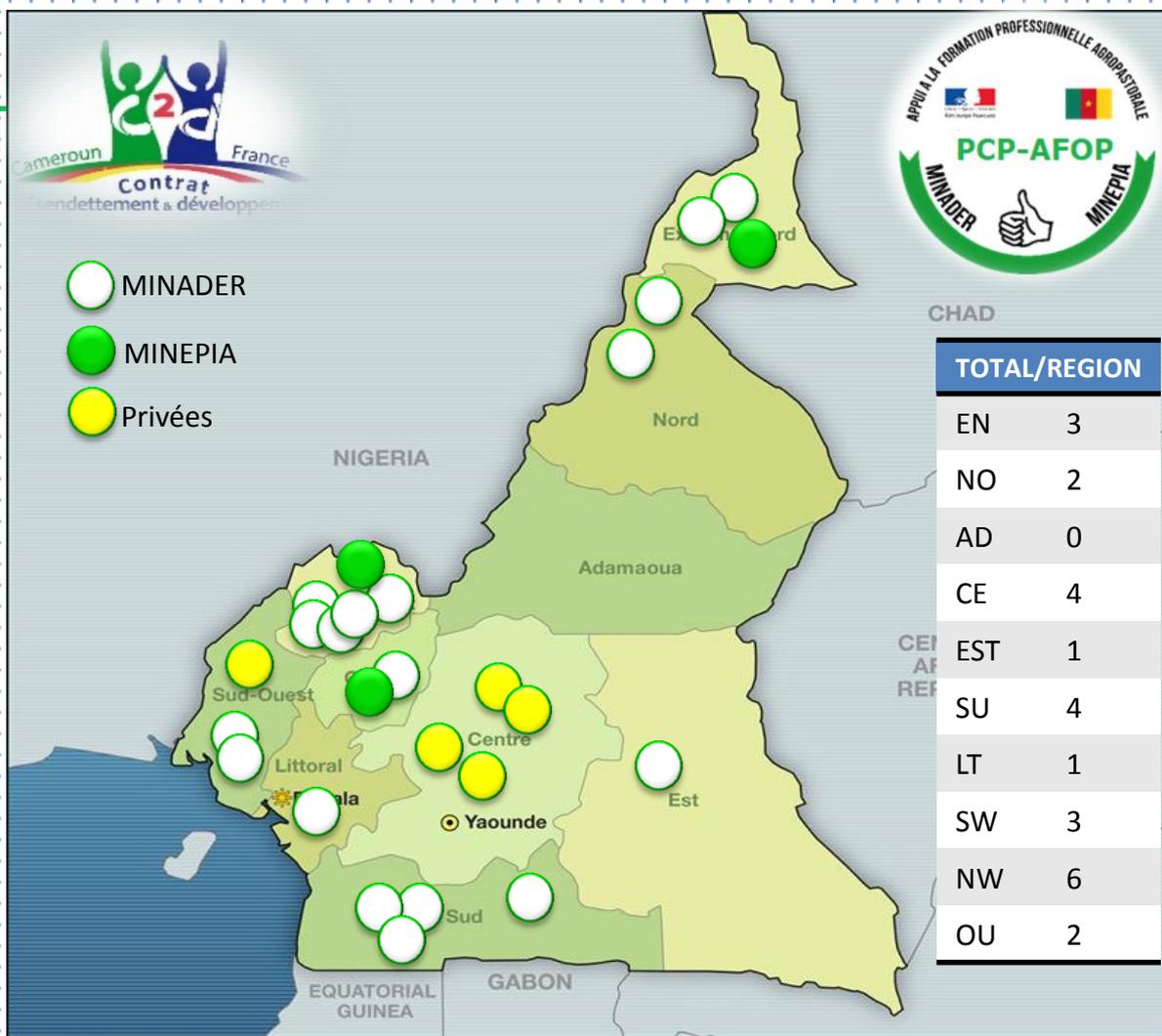
2. RESULTATS

2.7 AMELIORATION DE LA COUVERTURE GEOGRAPHIQUE DES ECOLES

TOTAL ÉCOLES RÉNOVÉES

26

Catégories	Phase 1	Phase 2	Total
Publiques MINADER	18	0	18
Publiques MINEPIA	3	0	3
Privées	0	5	5
Total	21	5	26





2. RESULTATS

2.8 AMELIORATION DES FLUX DE FORMATION ET D'INSERTION



Centres	Evolution des indicateurs		
	2006	2012	2017
Centres fonctionnels	15	42	96
Nb jeunes formés/ 2 an	0	1 400	2 700
Nb insérés/an	0	0	1 000

Ecoles	Evolution des indicateurs		
	2006	2012	2017
Ecoles fonctionnelles	18	21	26
Nb jeunes formés/an	500	1000	1800
Nb insérés/an	0	0	260

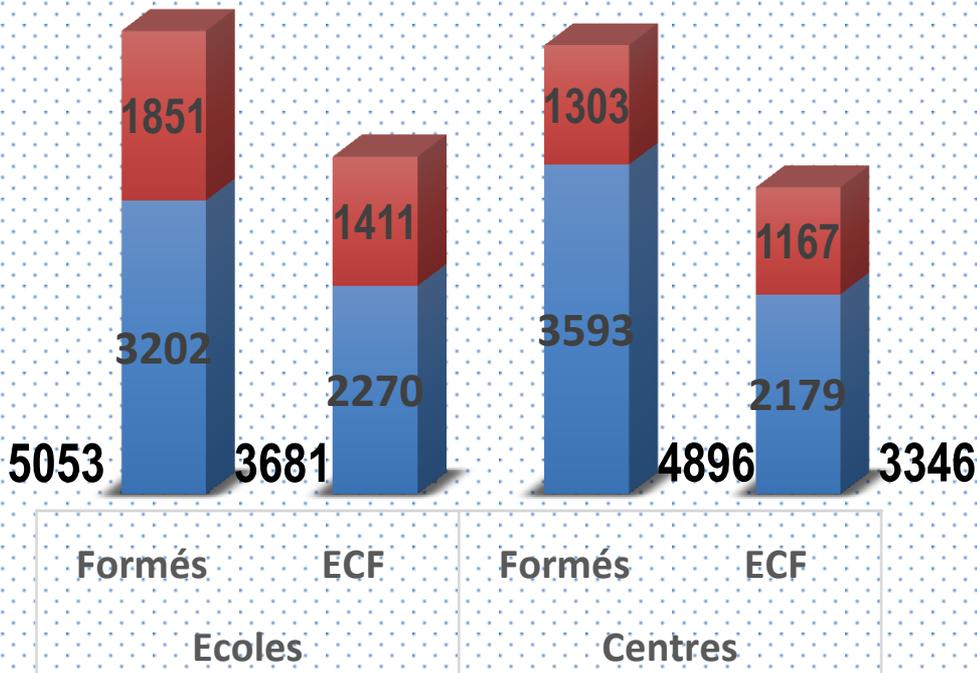




2. RESULTATS

2.9 NOMBRE DE JEUNES FORMES

Développement du capital humain et renouvellement intergénérationnel



TOTAL FORMES

9 945

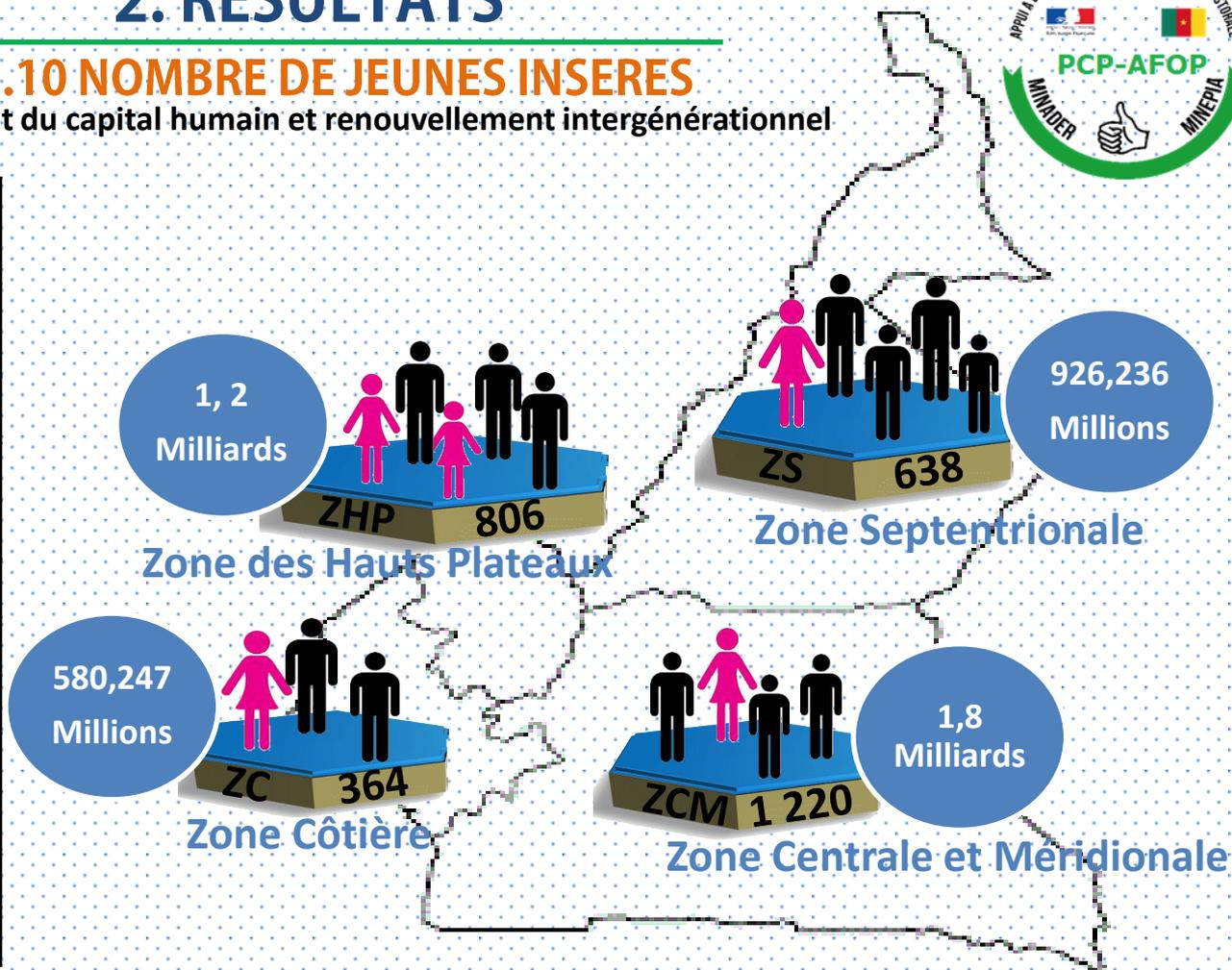
%F: 31,7

2. RESULTATS

2.10 NOMBRE DE JEUNES INSERES

Développement du capital humain et renouvellement intergénérationnel

Régions	jeunes insérés	Financement (Fcfa)
Extrême-Nord	419	610 666 035
Nord	86	123 817 820
Adamaoua	133	191 753 020
Est	428	627 145 188
Centre	374	552 071 423
Sud	418	620 281 281
Littoral	263	429 120 183
Sud-Ouest	101	151 127 050
Nord-ouest	361	537 589 321
Ouest	445	669 870 710
Total	3 028	4 513 442 031

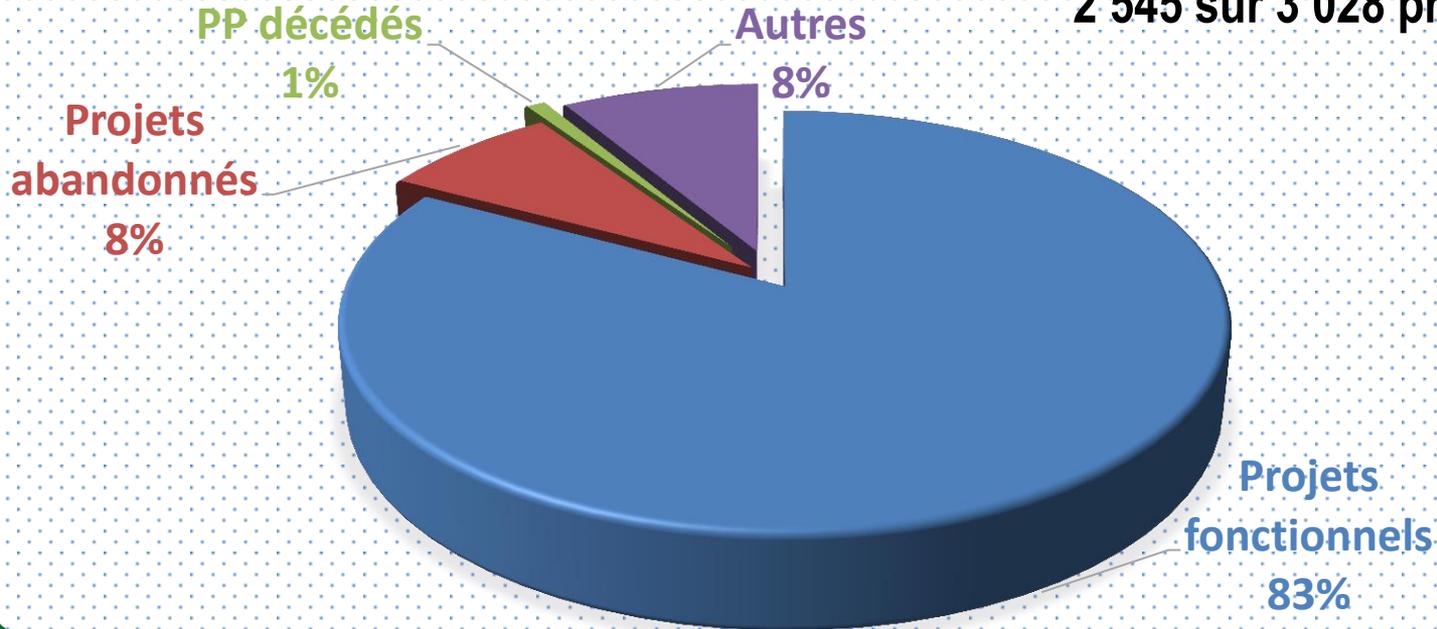




2. RESULTATS

2.11 EVALUATION DES EFFETS ET IMPACTS DE LA FORMATION-INSERTION

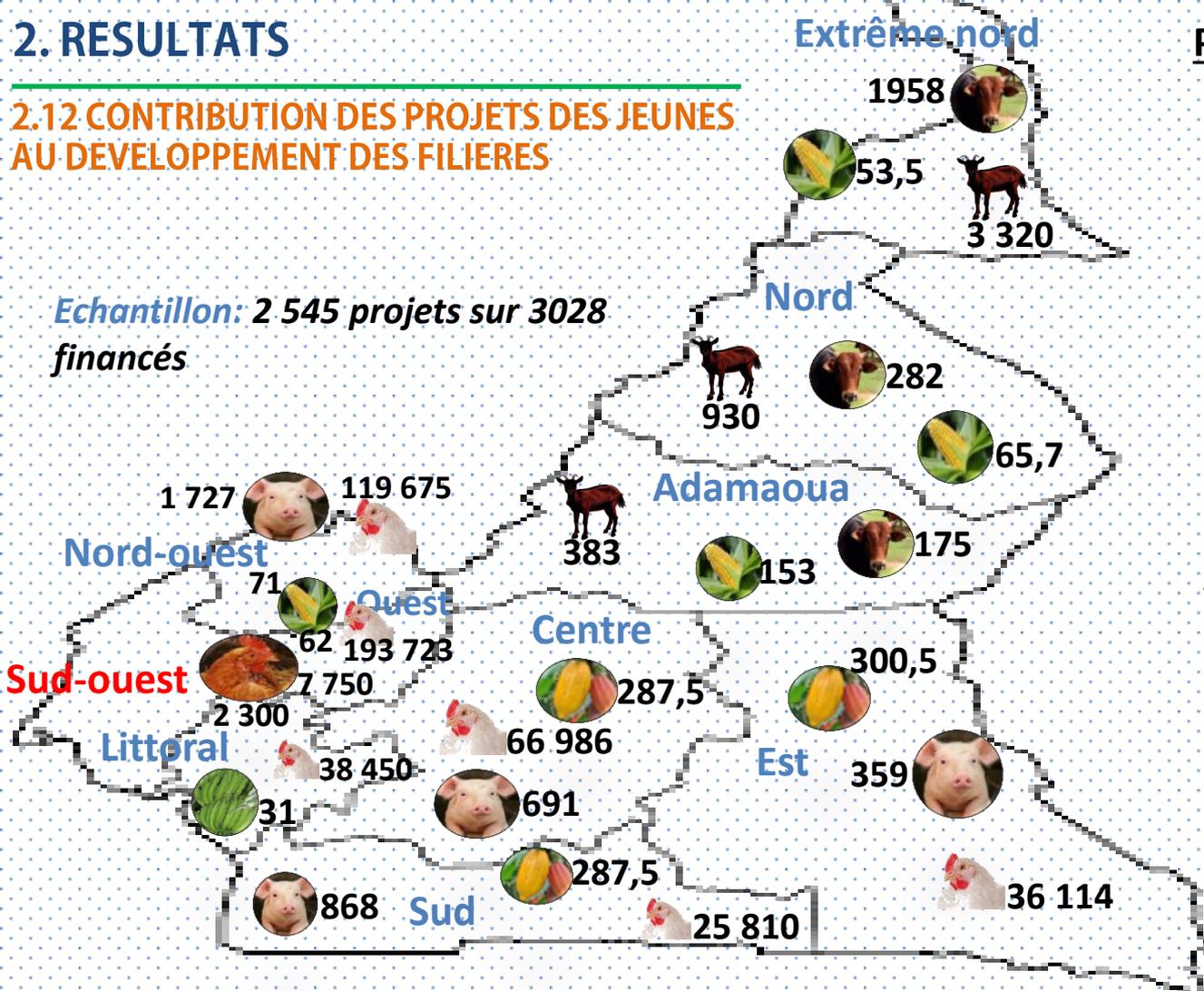
Echantillon:
2 545 sur 3 028 projets financés



2. RESULTATS

2.12 CONTRIBUTION DES PROJETS DES JEUNES AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES

Echantillon: 2 545 projets sur 3028 financés



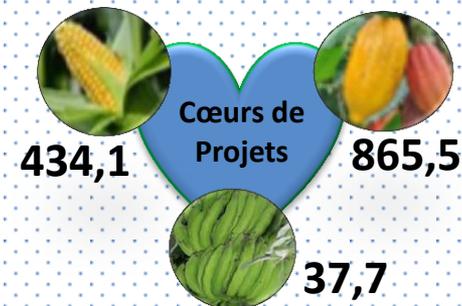
Principales filières animales

(Nombre de tête)



Principales filières végétales

(Superficies en ha)



2. RESULTATS



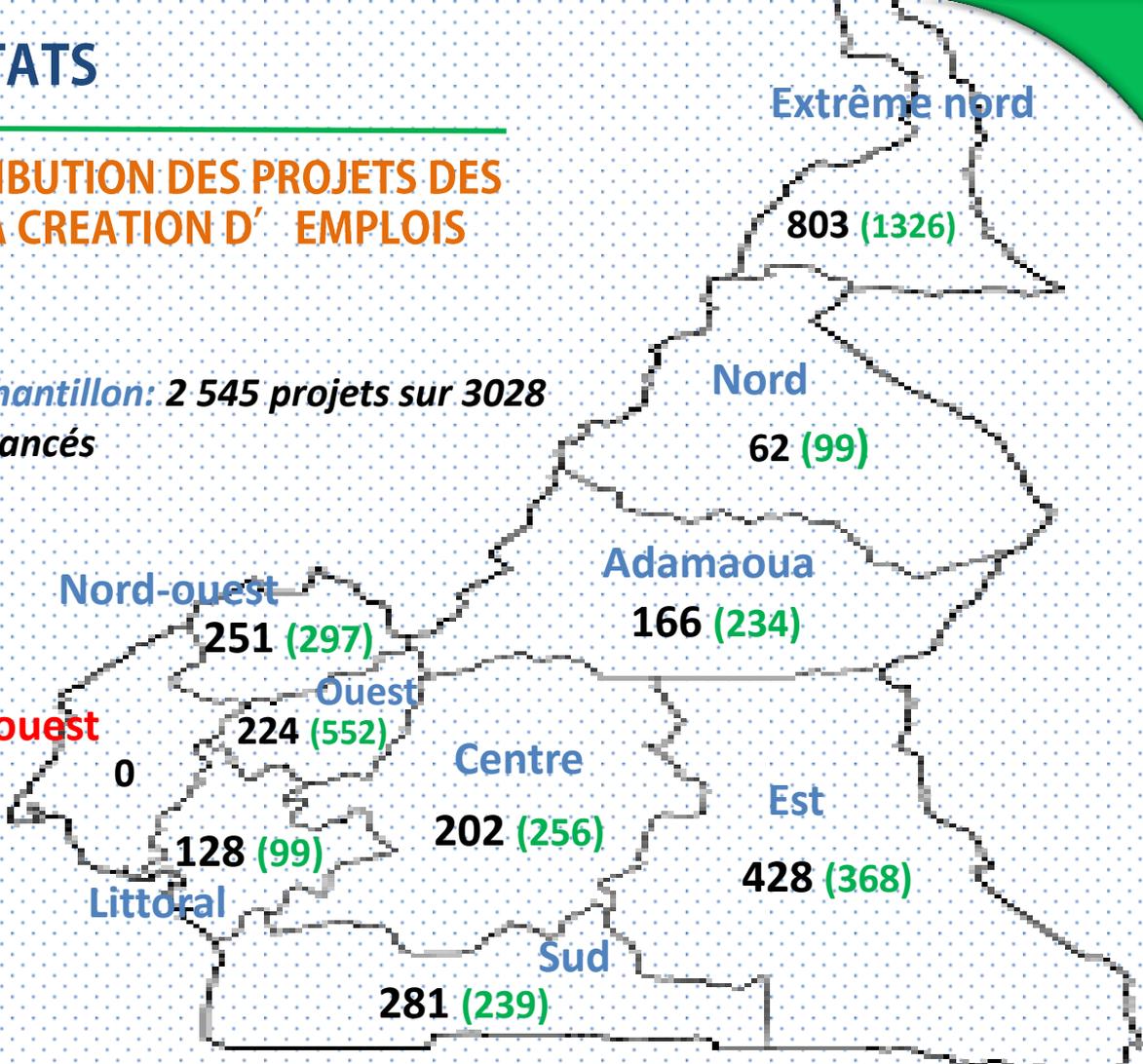
2.13 CONTRIBUTION DES PROJETS DES JEUNES A LA CREATION D' EMPLOIS

TOTAL EMPLOIS

6 015

Echantillon: 2 545 projets sur 3028 financés

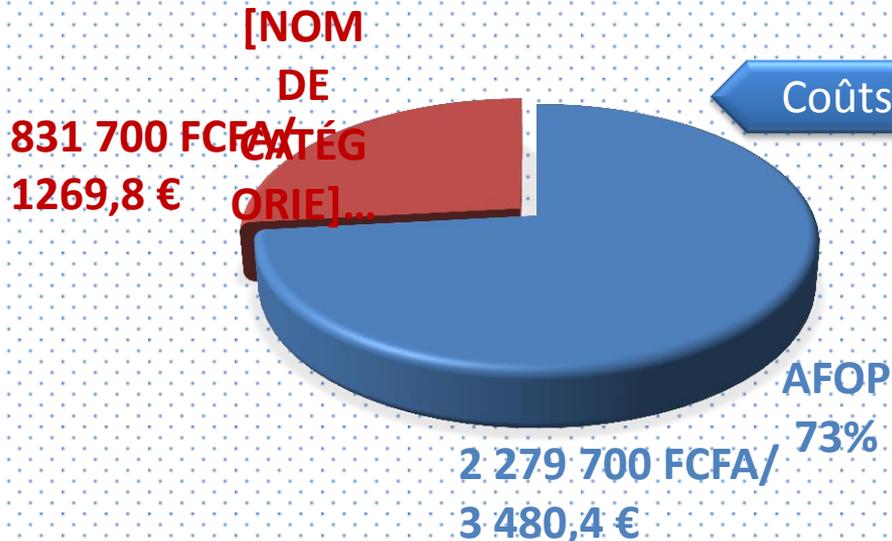
Permanents	Temporaires
2 513	3 470



EVALUATION COUT ET RETOUR SUR INVESTISSEMENT DE LA FORMATION-INSERTION

Coût complet de la formation d'un jeune/2 an

3 111 400 FCFA/4750,2 €



Retour économique moyen du projet d'installation d'un jeune/an

1 440 700 FCFA/2 199,5 €

Bénéfices

X 3

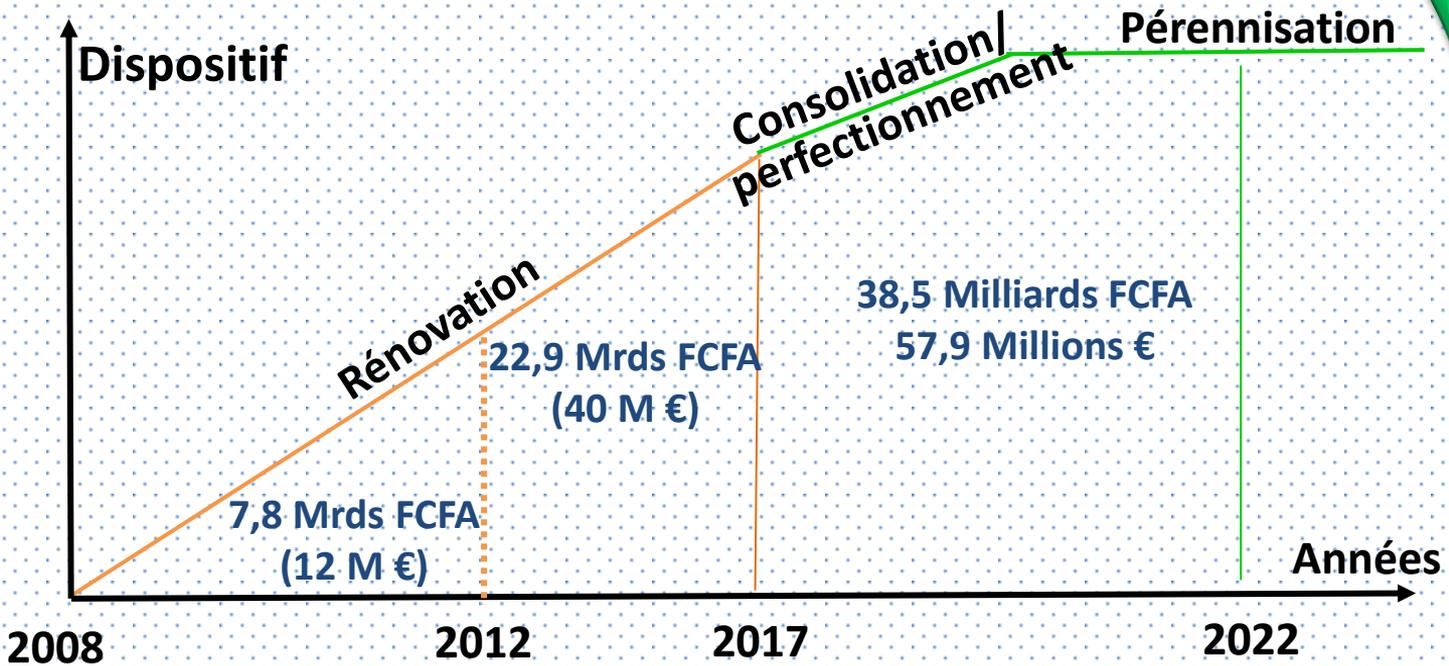
4 322 100 FCFA/6 598,5 €

Durée du retour sur investissement: 2 à 3 ans



3. PERSPECTIVES

3.1 CONSOLIDATION ET PERENNISATION DES ACQUIS



Structures rénovées	: 96 centres ; 26 écoles
Flux de formation	: 2 700/2 an ; 1 800/an
Flux d'insertion	: 1 000/an (EA&MP) ; 260/an (EAP)

Consolidation et pérennisation

3. PERSPECTIVES

3.2 UN DES AXES MAJEURS DE LA PERENNISATION DU DISPOSITIF RENOVE

Elaboration de la Stratégie Nationale de Formation agropastorale et halieutique

ATOUT: Publication cette année de la Loi N°2018/10 du 11 juillet 2018 régissant la Formation Professionnelle (LFP) au Cameroun qui cadre avec les axes de la rénovation, notamment sur les aspects suivants.... 

Principaux axes de la loi sur la formation professionnelle

- ❑ L'adéquation de l'offre de formation à la demande des milieux socioprofessionnels (*Chapitre 1-article 8 (2)*): Rénovation des contenus
- ❑ La formation professionnelle doit préparer à l'exercice d'un métier, à la citoyenneté et à l'insertion socioculturelle (*Chapitre 1-article 1 (2), Chapitre 2-section 2-article 17*): Rénovation pédagogique
- ❑ La formation par alternance (*chapitre 2-section 2-article 24*): Rénovation pédagogique
- ❑ L'intégration des structures privées dans le dispositif de formation professionnelle (*Chapitre 1-article 10 (2); chapitre 2-section 1-article 12 (3)*): Amélioration de la couverture géographique des structures de formation
- ❑ La formation professionnelle se décline en formation initiale, formation continue et apprentissage (*Chapitre 1-article 10*): Développement du cadre réglementaire élargissant les missions des centres

Principaux axes de la loi sur la formation professionnelle

- ❑ La cogestion/co-animation et le co-financement de la formation par l'ETAT, les milieux socioprofessionnels et les CTD (*Chapitre 1-article 7(1), 8(1) et 9; chapitre 2-section 1-article 12 (2), chapitre V-section 2-article 49*): Amélioration de la gouvernance, l'ancrage territoriale et l'autonomie des structures de formation
- ❑ La mise en place des structures et programmes de formation des formateurs des structures de formation professionnelle (*Chapitre IV, section 1, article 44*): Création des CR et formation des moniteurs (centres)/formateurs(écoles), Mise en place du Master IFDR envisagé
- ❑ L'identification des sources de financement: les dotations budgétaires et subventions spécifiques; les appuis des collectivités territoriales décentralisées; les ressources propres des structures de formation, générés par des prestations et frais de formation exigibles, les contributions diverses; toutes les autres ressources affectées par la loi (*Chapitre 5-section II-chapitre 49*): Réflexions en cours sur les mécanismes alternatifs de financement au C2D
- ❑ Les structures de formation peuvent bénéficier des subventions, dons, incitations fiscales particulières (*Chapitre II-section 1- article 16*): Réflexions en cours sur les mécanismes alternatifs de financement au C2D

LOI REGISSANT LA FORMATION PROFESSIONNELLE

SNFAR

Autres instruments

Chambres consulaires

Dispositif rénové FAR

Autres dispositifs FAR

Quel système de coordination?



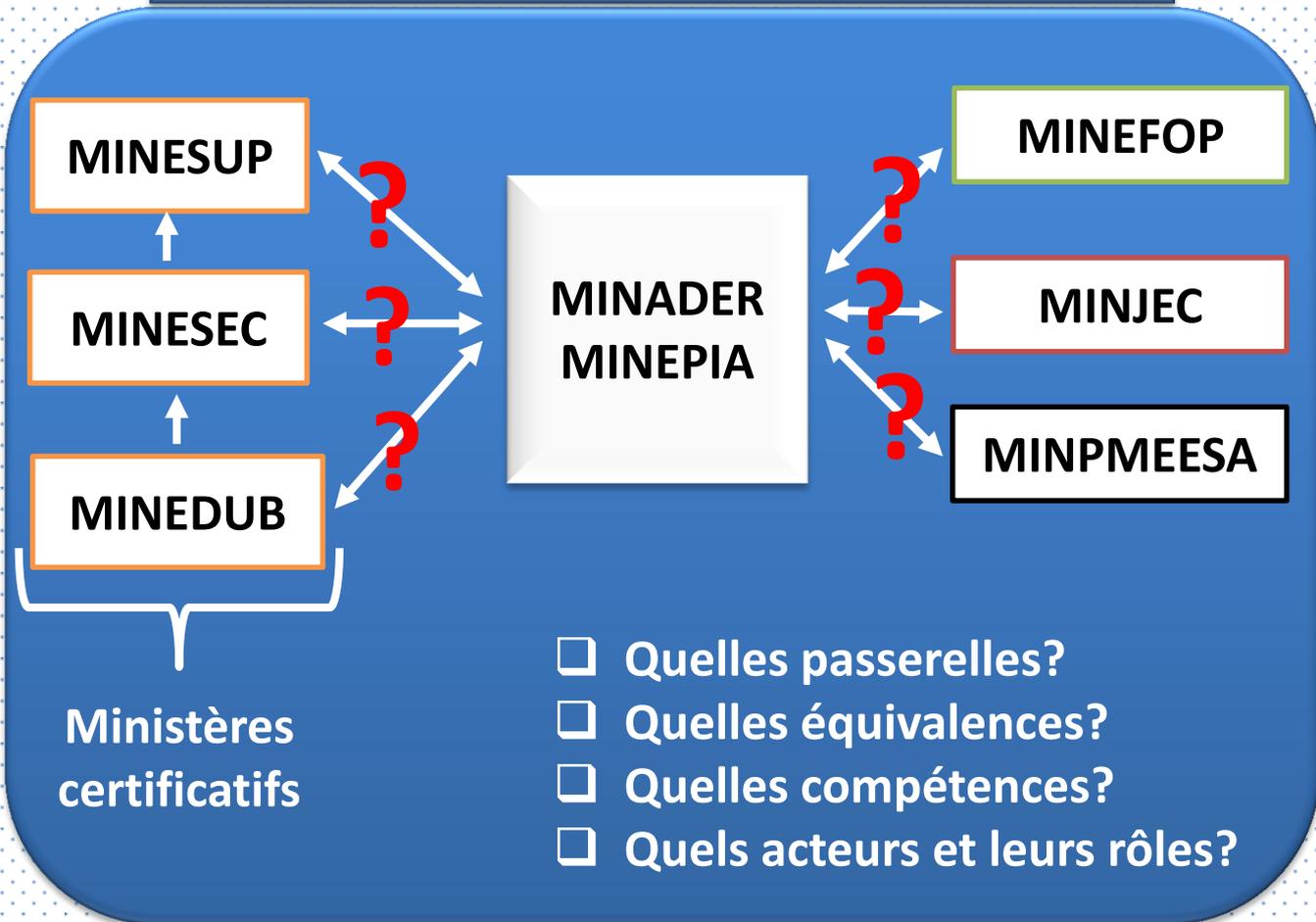
4. DEFIS DE LA SNFAR: 1^{er} DEFI



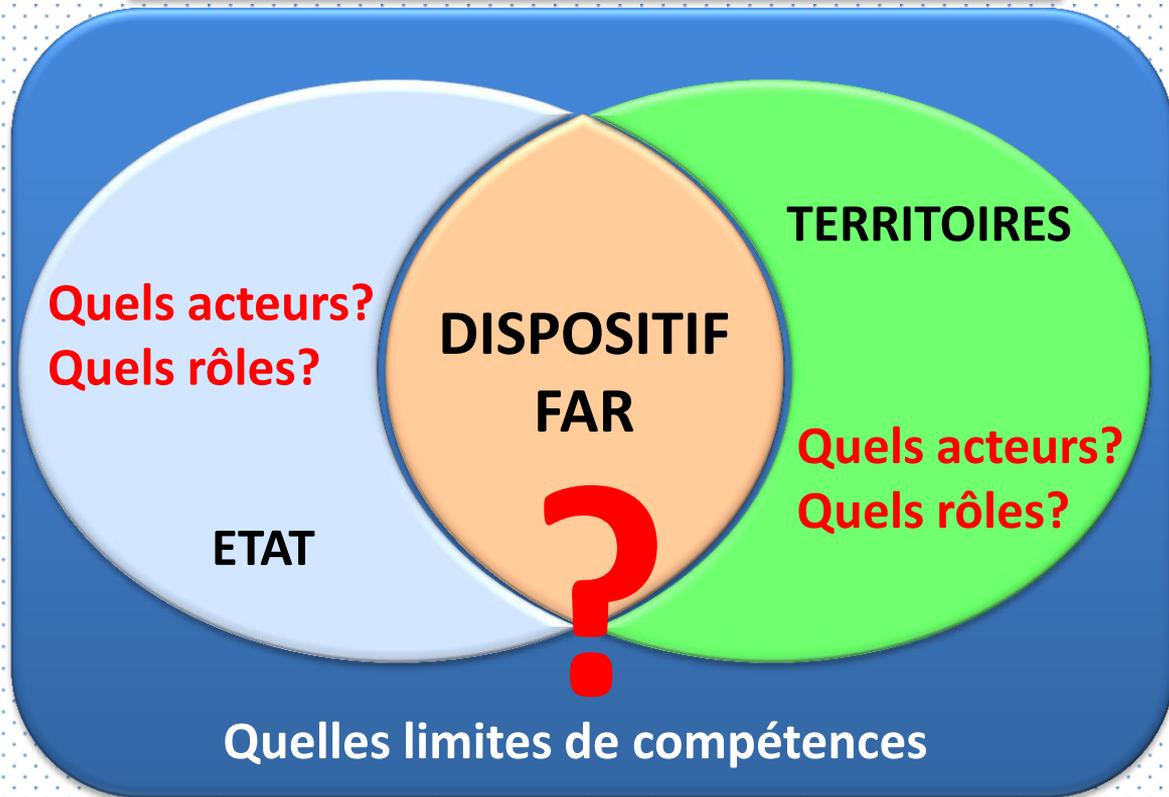
LOI REGISSANT LA FORMATION PROFESSIONNELLE



4. DEFIS DE LA SNFAR : 2ème DEFI



LOI REGISSANT LA FORMATION PROFESSIONNELLE



4. DEFIS DE LA SNFAR: 3^{ème} DEFI



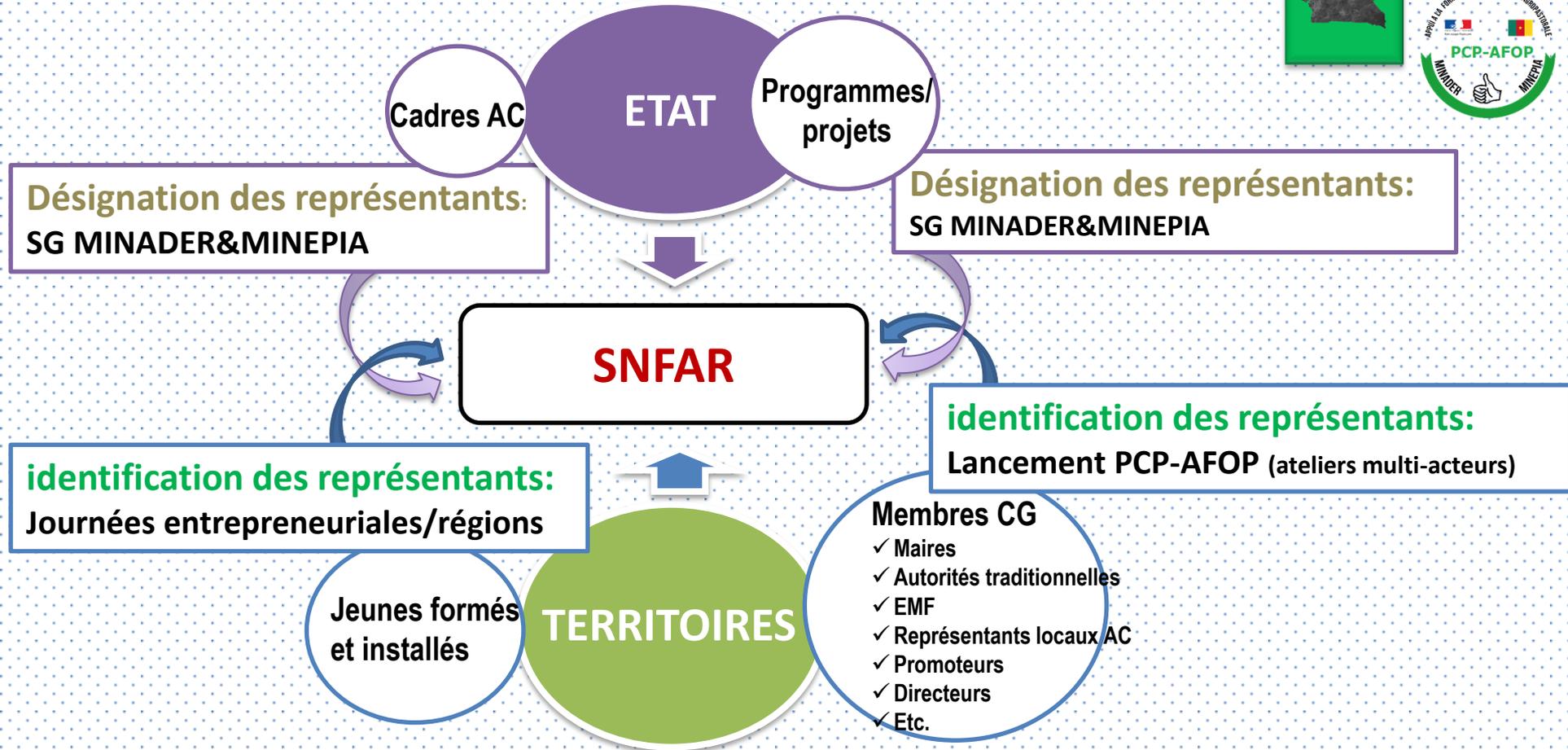
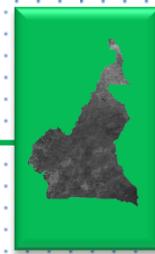


4. DEMARCHE ENVISAGEE ET NIVEAU DE MISE EN OEUVRE

Le processus d'élaboration de la SNFAR bénéficiera de l'accompagnement de la DGER

- Signature de la convention cadre entre la République de France et la République du Cameroun relative à la formation et à l'enseignement agricole;
- Actualisation et validation des TDR de la convention spécifique avec la DGER;
- Signature de la convention spécifique;
- Finalisation et validation des TDR de la SNFAR;
- Mobilisation des experts par la DGER, pour l'accompagnement du processus d'élaboration de la SNFAR dans une posture de facilitateur et d'animateur d'un dialogue multi-acteur;
- Identification et mobilisation des acteurs par le programme PCP-AFOP.

STRATEGIE IDENTIFICATION ET MOBILISATION DES ACTEURS



**Merci de votre
aimable attention**

